Israël et le dilemme de l'ultranation

par Dominique Vidal, Danny Trom

Mai 2024

Danny Trom est directeur de recherche au CNRS, membre du Laboratoire interdisciplinaire d'étude du monde moderne et contemporain de Lorraine (Université de Lorraine et INHA) et directeur du Centre de Recherche Français de Jérusalem (CNRS). Il est entre autres l'auteur de *Les Juifs de France face à la politique de l'ultranation* (Éditions du Seuil/Éditions Gallimard et Seuil, collection « Points », 2024) et (avec Pierre-Antoine Fabre) de *Les Juifs et l'ordre du monde. Anthropologie d'un peuple* (Éditions Gallimard, « NRF », 2023). Dernières publications : *Les Juifs et l'ordre social* (Seuil, 2024) et *Les Juifs et l'ordre du monde*, op. cit.

La crise internationale et politique sans précédent traversée par Israël avant même le 7 octobre nécessite de revenir à son histoire longue. Son rapport contrarié avec le modèle classique de l'État-nation et le mouvement constitue pour Danny Trom la matrice singulière de ses propres politiques.

**La Fédération des Juifs de France, en 1946 d'un des plus grands décrets jamais pris par l'UNRF, qui a le droit même comme syndicat de l'UNRF, en vertu d'un texte du ministère du travail, de ne pas avoir de représentants. Il est vrai que le décret, pour ne pas avoir, comme le dit le rapport, de représentants, ne pas avoir, comme le dit le rapport, de représentants, ne pas avoir, comme le dit le rapport, de représentants,

Israéliens, dont la taille est difficile à estimer, mais très majoritaire selon les sondages, à l'État d'Israël dans la forme promise dans la Déclaration d'Indépendance, à savoir un État démocratique basé sur l'égalité des citoyens, un État de droit qui cherche la paix avec ses voisins, un État refuge pour les juifs du monde. Que la réalité ait imposé à Israël une guerre d'indépendance, puis la guerre des Six Jours et de Kippour, puis toutes les offensives du Hamas ou du Hezbollah qui visent sa destruction, ne dément pas cette promesse ; ce qui la dénature est de mettre la possession de territoires alloués aux Palestiniens au-dessus de l'idéal de paix, comme le fait la coalition actuelle.

***La Vie des idées* : Comment expliquez-vous que, dans ce mouvement, ce soit la dénonciation du népotisme et de l'hubris politique qui ait fédéré des fractions très différentes, voire probablement contradictoires, du corps politique ? De quoi cette alliance improbable est-elle la manifestation ?**

Danny Trom : La coalition aujourd'hui au pouvoir a précisément ceci de particulier qu'elle coalise un ensemble disparate de forces qui ont toutes pour point commun de s'opposer à l'esprit du sionisme tel qu'il s'est déterminé historiquement. Mais, tout le monde en a conscience, c'est la conjoncture qui a permis à cette coalition de voir le jour : l'isolement de Netanyahou qui n'a pas plus de partenaires au centre ; et si le parti le plus à gauche du spectre politique, Meretz, avait passé la barre de la représentation parlementaire, ce qu'il a échoué de très peu, Netanyahou n'aurait pas eu de majorité. Cette conjoncture a révélé combien des forces pourtant si peu compatibles entre elles, mais unies dans leur adversité à l'égard du sionisme historique hégémonique, forment un bloc capable de s'imposer. C'est pourquoi la mobilisation est si forte et le clivage profond.

Le sentiment que le sol se dérobe sous les pieds des forces vives de la nation a conduit à la panique des citoyens libéraux attachés au sionisme classique, à l'esprit de la Déclaration d'indépendance, face à ce que l'on doit bien nommer une contre-révolution qui défigurerait l'État d'Israël tel qu'il s'est constitué dès le départ. Si l'on détaille la composition de cette coalition, on trouve le Likoud, parti à l'origine national-libéral, qui a connu une dérive populiste sous Netanyhahou. Puis le sionisme religieux, qui a été marginal dans le mouvement sioniste, mais qui forme depuis la guerre de 1967 une minorité active, appuyée par le lobby des colons. S'est adjointe à ce parti nationaliste-messianique une faction ultra-nationaliste, xénophobe. Enfin les partis orthodoxes, traditionnellement antisionistes, qui ne cherchent qu'à maximiser les gains en faveur de leur secteur ; et parmi eux, le parti Shas, la formation des juifs orientaux est bien plus encline à accepter la légitimité de l'État, attirant à lui un public traditionaliste proche de l'électorat du Likoud ou des sionistes religieux. Donc, sur un vaste ensemble de questions, ces mouvances peuvent diverger, mais elles sont unies contre ce qu'ils se figurent comme un establishment où dominent les juifs ashkénazes, ces juifs européens d'abord socialistes qui ont fondé l'État et se pensent depuis comme son propriétaire ; contre une élite aujourd'hui libérale dont ils dénoncent la mainmise sur les institutions centrales de l'État, le Cour suprême, l'Université, l'Armée, l'économie high-tech, qui captent tous les profits et n'acceptent pas la défaite électorale qu'ils ont subie. Mais la rhétorique de cette coalition réactionnaire s'édifie sur des réalités complexes, dont la société israélienne débat à profusion depuis des décennies. Ce qui frappe dans cet assaut contre l'esprit libéral du sionisme est un alliage très particulier : une fraction déviante, mystique de l'idéologie sioniste, qui sacralise la terre et conçoit la nation juive sur les critères prémodernes, comme si le sionisme qui pourtant procédait des Lumières juives en Europe (la *Haskala*) avait transporté avec lui, à son insu, un germe d'anti-Lumières qui s'est épanoui suite à la guerre des Six Jours ; et une population juive mizrahi (juive orientale) encore pour partie très traditionaliste, souvent arrivée en Israël suite à leur expulsion du monde arabe et/ou musulman, mais qui est parfois partie volontairement dans un élan messianique comme ce fut le cas au Maroc, sans traverser l'expérience démocratique en Europe, ni éprouver ses bienfaits comme ses impasses. S'ajoute à cela une vague populiste qui balaye l'ensemble des démocraties de type occidental, à l'instar des États-Unis dont la culture politique déteint fortement sur celle de l'État d'Israël. Et s'additionne encore un facteur nodal, à savoir l'impasse dans le règlement du conflit israélo-palestinien, ses répercussions à l'intérieur de l'État d'Israël, la paralysie d'une gauche qui a échoué à régler le conflit et se voit reprocher sa naïveté et finalement l'aggravation du conflit avec les guerres cycliques à Gaza.

Jusqu'au 7 octobre, la mobilisation a donné de l'optimisme, mais l'évolution démographique laisse penser que même en cas de succès de l'opposition, l'avenir demeurera très incertain. Mais l'effet de l'affrontement en cours avec le Hamas, qui pour l'instant demeure confiné, aura des effets politiques à ce jour incalculables une fois cet épisode terminé. L'opposition, dont il faut aussi souligner la grande diversité, est certes parvenue à arracher le signifiant national, le drapeau, à la droite, mais elle ne parvient pas encore à parler le langage de la nation juive au public, ce qui constitue sa faiblesse majeure. Pourtant, la reconquête d'une hégémonie culturelle juive sur le public israélien est une condition nécessaire à sa victoire durable. Elle n'y parvient pas pour l'instant parce qu'elle n'en a pas une claire conscience. Quand la foule des manifestants se cherche un dénominateur commun, elle redécouvre la Déclaration d'indépendance. Or, précisément, cette Déclaration, elle doit pouvoir la lire en la replongeant dans l'expérience des juifs d'Europe, car c'est là qu'elle trouve son sens. C'est là tout l'objet de mon livre que d'indiquer cette voie. Mais depuis le 7 octobre et la riposte israélienne, l'union dans l'adversité prévaut, avec la nette conscience qu'après la guerre, les équilibres politiques seront bouleversés sans qu'on sache dans quel sens.

par ***Marieke Louis***, le 17 novembre